



HAL
open science

Méthodologie de la recherche **PACKING**

Élodie Aparé, Éléonore Chiossone, Precious Diagboya, Aurélie Jeannerod,
Bénédicte Lavaud-Legendre, Cynthia Olufade, Cécile Plessard, Sara Panata,
Vanessa Simoni, Sam O. Smah

► **To cite this version:**

Élodie Aparé, Éléonore Chiossone, Precious Diagboya, Aurélie Jeannerod, Bénédicte Lavaud-Legendre, et al.. Méthodologie de la recherche **PACKING**. [Rapport de recherche] CNRS Comptrasec 5114. 2019. hal-02124591

HAL Id: hal-02124591

<https://hal.science/hal-02124591>

Submitted on 9 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PACKING – méthodologie de la recherche

Bénédicte Lavaud-Legendre – Juriste, membre du COMPTRASEC – CNRS
UMR 5114

Cécile Plessard – Sociologue

La recherche ici présentée fait partie intégrante du projet européen PACKING (2017-2019) cofinancé par la Commission Européenne et coordonné par l'ONG ECPAT France. Ce rapport est le fruit de la collaboration entre plusieurs acteurs français et nigériens qui ont, sur une période de deux années, mené un travail de recherche au Nigéria puis en France.

Afin de coordonner ce travail, un comité de pilotage a été créé. Il était composé de : Elodie APARD, historienne, directrice de l'IFRA-Nigéria et coordinatrice de l'équipe de recherche nigérienne, Bénédicte LAVAUD-LEGENDRE, juriste, chercheuse au CNRS, rattachée au Laboratoire COMPTRASEC et coordinatrice de la recherche en France, Vanessa SIMONI, cheffe de projet du pôle « Traite des êtres humains » au sein de l'association Les Amis du Bus des Femmes, et enfin Eléonore CHIOSSONE, conseillère technique et Aurélie JEANNEROD, chargée de projets et de plaidoyer traite des êtres humains chez ECPAT France.

Au Nigéria, l'équipe de recherche constituée spécialement pour cette étude, était composée de cinq chercheurs nigériens : Cynthia OLUFADE (Doctorante en anthropologie à Université d'Ibadan), Precious DIAGBOYA (Doctorante en philosophie à l'Université d'Ibadan), Professeur Sam O. SMAH (criminologue à la National Open University au Nigeria), Iziengbe OMOREGIE et Victor AIGUOBARUEGHIAN (Enseignants titulaires à l'Université de Benin City) ainsi que d'une chercheuse franco-italienne : Sara PANATA, (Doctorante en histoire à l'Université Paris 1).

L'équipe de recherche en France était composée de Bénédicte LAVAUD-LEGENDRE (juriste, chercheuse au COMPTRASEC – CNRS UMR 5114) et de Cécile Plessard (sociologue).

Pour cette recherche, elles ont travaillé en partenariat avec l'association Les amis du Bus des femmes, et notamment Flora FOURNAT et Loveth AIGBANGBEE, médiatrices culturelles, qui ont réalisé une partie des entretiens en France sous la coordination de Vanessa SIMONI et

de Cécile PLESSARD. Patty GBABODE et Pauline RACATO ont retranscrit une partie des entretiens conduits en France.

Le présent rapport a été rédigé à partir des travaux de terrain réalisés au Nigérian et en France mais également des rapports publiés par l'équipe nigériane sur le site www.ifra-nigeria.org.

Le projet PACKING repose sur l'hypothèse principale de l'implication de certains groupes religieux, *Ladies' clubs* et groupes *cultist* dans le processus de traite. Il a été structuré en deux parties : une enquête de terrain réalisée au Nigéria d'avril à novembre 2017 et une enquête de terrain conduite en France de janvier à mai 2018.

Peu de travaux ont été réalisés sur cette thématique. L'hypothèse générale abordée ici n'a jamais été traitée. Les résultats de cette recherche reposent donc sur une démarche empirique et inductive. Le phénomène révélant déjà sa complexité dans le recueil du matériau, nous avons exposé ici l'ensemble des biais inhérents. Ces derniers sont déjà des résultats ouvrant de nouvelles perspectives de recherche.

Les propos méthodologiques suivent chronologiquement le travail réalisé au Nigéria puis celui réalisé en France.

a) L'enquête au Nigéria : production de données et rapport au terrain

L'équipe de recherche mise en place par l'IFRA- Nigéria a eu en charge de réaliser un travail d'enquête de terrain auprès des trois groupes sociaux concernés par l'étude : les temples, les *Ladies' clubs* et les groupes *cultist*. Un travail d'immersion et d'observation – non participante¹ – a été conduit par trois équipes de deux chercheurs chacune.

¹ Le chercheur était présenté en tant que tel aux personnes présentes.

Concernant les *Ladies' clubs*, les deux chercheuses se sont réparties la tâche de la manière suivante : la première a d'abord mené des entretiens avec des présidents et présidentes des principaux *clubs* de Benin City, puis elle a réalisé une « nethnographie »². Elle a ainsi pu étudier les pratiques sociales qui accompagnent l'appartenance aux *clubs* ainsi que les liens entre les différents *clubs*, en Europe et au Nigéria. La seconde chercheuse, basée à Benin City, a quant à elle assisté aux événements (« *hostings* ») organisés par les *clubs* de la ville. Ces éléments sont complétés par des entretiens, organisés ou informels, relatifs à la participation et/ou à la représentation sociale des *clubs* de femmes au Nigéria.

Les deux chercheuses chargées d'étudier le rôle des serments et des temples dans les processus de traite ont également décidé d'adopter deux approches distinctes. La première a observé les activités quotidiennes de deux temples situés à Benin City : un des principaux temples dédiés à *Ayelala* et le temple *Arohosunoba*, fondé par l'*Oba* et placé sous son autorité. Elle a ainsi assisté à des dizaines de cérémonies et d'audiences³, complétées par six entretiens avec des *Chiefs priests* et par des échanges informels avec les personnes de l'assistance. L'objectif était ici de comprendre le fonctionnement des temples, le système de hiérarchie existant entre les différents temples dans la ville de Benin City ainsi que la place des serments dans les systèmes de croyance Edo.

La seconde chercheuse a réalisé des interviews auprès de « *returnees* », ces femmes revenues au Nigéria – de manière volontaire ou forcée – après avoir été victimes de traite en Europe. Une vingtaine d'entretiens a été retranscrit et complétée par des entretiens avec deux acteurs masculins des réseaux de traite : un « *trolley* », c'est à dire un accompagnateur⁴, et un *Chief Priest* faisant prêter des serments à des jeunes femmes en partance pour l'Europe.

L'étude sur les groupes *cultist* a également été réalisée à travers deux approches distinctes. Le premier chercheur a étudié les actions de l'Etat et les dispositifs légaux mis en place pour faire face aux défis que représente la présence des *Cults* (ou sociétés secrètes) au Nigéria. Il a, pour cela, consulté des dossiers judiciaires impliquant des membres de *Cults* ainsi que les textes de loi existants et réalisé cinq entretiens avec des haut-fonctionnaires de l'Etat Nigérian (magistrats, recteurs d'Université). Le second chercheur a travaillé sur la nature et le

² Une « nethnographie »² est une étude socio-anthropologique des comportements et interactions des membres de *clubs* à partir de leurs profils et de leurs activités sur Internet.

³ Les cérémonies auxquelles cette chercheuse a assisté n'étaient pas directement liées à la traite, mais concernaient des requêtes individuelles (protection, prospérité, succès) ou des règlements de conflits (fonciers, conjugaux, commerciaux) dont le recouvrement de dettes contractées dans un contexte de traite.

⁴ Un « guide qui va prendre les personnes en charge pour faire la route jusqu'à un point donné où d'autres partenaires pourront acheminer les personnes jusqu'à leur destination finale » [NT1].

fonctionnement des deux principaux *Cults* actifs à Benin City : Aye Confraternity (ou NBM ou Black Axe) et Supreme Eiyé Confraternity. Il a ainsi récolté de la documentation, des témoignages et des données obtenues sur internet, notamment sur les réseaux sociaux, où les groupes *cultist* sont très actifs.

Certaines des données décrites ci-dessus ont été transmises à l'équipe française et intégrées dans l'analyse présentée ici. Elles sont référencées dans le corps du texte par les lettres « NT » pour les temples, « NL » pour les *Ladies' clubs* et « NC » pour les groupes *cultist*, suivi d'un numéro. Les rapports d'observations sont référencés par les lettres « NOR ».

b) L'enquête en France : population enquêtée et méthode de recueil

La complexité des données et l'approche compréhensive de cette recherche renvoie naturellement à la conduite d'entretiens. Deux types de ressources, considérées comme complémentaires, ont été appréhendés : la connaissance pointue des services enquêteurs, des magistrats, de chercheurs et de personnes du monde associatif ainsi que l'expérience de personnes ayant subi de tels faits de traite des êtres humains en Europe. Ces dernières peuvent en ce sens être qualifiées de victimes, ce qui renvoie ici au fait qu'elles ont subi des faits relevant de la qualification pénale de « traite des êtres humains ». Le choix de ce terme ne préjuge pas de la reconnaissance de cette qualité par les juridictions répressives. Il n'exclut pas en outre que les personnes ainsi désignées soient également susceptibles d'avoir elles-mêmes commis des faits de traite des êtres humains et de relever, à ce titre, de la catégorie des « auteurs ». Pour rappel, l'ensemble des entretiens dont il est question ci-dessous ont eu lieu en France.

Les acteurs professionnels

Les services enquêteurs et les magistrats ont été sollicités afin de relever la proportion et l'évolution historique de l'implication de ces groupes dans l'organisation de la traite. Ces rencontres nous ont également permis d'affiner nos hypothèses et d'élargir nos perspectives de recherche et d'analyse. Il est à préciser ici que l'hypothèse qui structure principalement notre recherche relève également des échanges entrepris jusqu'alors avec ces services. En un sens, la recherche entend tester un certain nombre d'hypothèses émises par les services enquêteurs et les magistrats sur la base de leur expérience et enquêtes.

L'OCRTEH – Office Central pour la Répression de la Traite des Êtres Humains – a fourni son expertise ainsi que de nouvelles hypothèses de travail notamment sur les activités des groupes *cultist* et leur implication dans la traite en France et plus largement en Europe.

L'OCLCIFE ainsi que l'OCRTIS, les Offices Centraux en charge respectivement de la corruption et des infractions financières et du trafic illicite des stupéfiants ont également été contactés dans le but d'obtenir des informations sur les activités criminelles de ces groupes en dehors de la traite.

A propos des temples, nous avons sollicité Ayayi Albert Hounkpe afin de bénéficier de son éclairage tant sur le plan du vocabulaire que sur le plan culturel. Prêtre et doctorant en sociologie à l'université de Caen-Normandie sur le thème de *Sorcellerie et démocratie au Bénin*, sous la direction de Camille Tarot et de Dominique Beynier.

Enfin, la Chef de projet du pôle « Traite des êtres humains » au sein de l'association Les Amis du Bus des Femmes⁵ a été interrogée, eu égard à son expérience professionnelle, sur l'implication de ces trois groupes dans la traite.

Les entretiens mentionnés ci-dessus sont référencés dans le texte en suivant les citations ou commentaires par la lettre F et la lettre correspondant à leur champ respectif : Police, Sociologue et Association.

Les entretiens avec les victimes

Les données recueillies par l'équipe de l'IFRA-Nigéria ont permis, accompagnées des premières lectures, de formuler un questionnement directeur pour chacun des groupes étudiés, opérationnalisé dans un premier guide d'entretien. Ce dernier a été testé auprès de deux personnes ayant subi des faits de traite et résidant en France : une personne mineure en situation de demande d'Asile ayant peu de recul sur son expérience personnelle ainsi que sur le phénomène dans sa globalité, et une personne plus âgée, médiatrice culturelle au sein d'une

⁵ <http://busdesfemmes.org/>

association française, Les Amis du Bus des Femmes, prenant en charge, entre autres, des personnes ayant également subi des faits de traite. Ces deux entretiens test ont permis d'aborder, à partir d'expériences personnelles très différentes, de nombreux questionnements afin d'affiner le guide, la traduction et la clarté des questions.

Les entretiens réalisés auprès des victimes ont été organisés avec l'aide d'associations françaises spécialisées dans leur prise en charge : Les Amis du Bus des Femmes à Paris, l'association Ruelle⁶ à Bordeaux et Itinéraires⁷ à Caen. L'ensemble de ces entretiens a été réalisé en anglais.

Dès son origine, la recherche a été pensée en partenariat avec Les Amis du Bus des Femmes, tant dans sa conception que dans le recueil du matériel nécessaire à l'analyse. Aussi, à partir du guide d'entretien conçu par l'équipe de recherche et à la suite d'une initiation à la conduite d'entretien, deux médiatrices sociales de l'association – nigérianes et victimes de traite des êtres humains – ont réalisé 21 entretiens auprès de femmes nigérianes victimes de traite, bénéficiaires des différents dispositifs de l'association. La mise en place de ce mode de recueil repose sur l'hypothèse méthodologique selon laquelle les médiatrices, partageant le même contexte culturel et la même histoire de vie que les enquêtées, obtiendraient un niveau d'information que l'équipe de recherche atteindrait plus difficilement, voire pas du tout.

En parallèle, l'équipe de chercheurs a également mené des entretiens avec des victimes de traite dans le but d'accéder à un niveau d'information différent par la conduite de l'entretien à proprement parler mais également en interrogeant des personnes à différents stades de leur parcours de « désinsertion du "milieu prostitutionnel" »⁸. Aussi, nous avons réalisé six entretiens⁹ dans le sud-ouest de la France par l'intermédiaire de l'association Ruelle ainsi qu'un entretien¹⁰ à Caen par l'intermédiaire de l'association Itinéraires et le CHRS¹¹ Janine Van Daele.

Enfin, les deux médiatrices sociales ont également été interrogées par les chercheurs.

⁶ <http://www.associationruelle.org>

⁷ <http://caen.fr/adresse/association-itineraires>

⁸ JAKSIC M., « Tu peux être prostituée et victime de la traite », *Plein droit*, 2013, vol. 1, n° 96, p. 4.

⁹ Une des enquêtées est prise en charge par un CADA (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile) et hébergée par le centre d'hébergement des demandeurs d'asile.

¹⁰ Cette personne est prise en charge dans le cadre du dispositif « Ac.Sé », dispositif national français d'accueil et de protection des victimes de la traite.

¹¹ Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale

Au total, cinq entretiens ont été réalisés auprès d'acteurs professionnels et 32 auprès de victimes de traite. Ce travail de terrain a été effectué de janvier à mai 2018. Les entretiens réalisés en France auprès de victimes de traite sont référencés en suivant les citations ou commentaires par la lettre F et le numéro correspondant.

Les développements et résultats exposés dans le rapport reposent sur l'analyse du contenu de ces entretiens, complétée par trois autres sources d'informations : un état de l'art de la littérature intégré, une analyse secondaire des données recueillies par l'IFRA au Nigéria ainsi qu'une revue de presse et de données web non-exhaustive.

Les thématiques portant sur les groupes *cultist* et les *Ladies' clubs* sont peu ou difficilement évoquées par les victimes pendant les entretiens : ce sont des groupes sociaux auxquels elles n'ont soit aucun accès de par leur statut social, soit dont elles ont intégré la nature secrète, voire tabou, des activités et existence. Ces ressources complémentaires sont donc essentielles. Concernant les données obtenues sur les temples, les données bibliographiques permettent de confirmer le cadre normatif des cérémonies, le fonctionnement des temples en général et d'y situer relativement les expériences singulières. D'une manière générale, la littérature, y compris celle ne portant pas strictement sur la traite, nous permet de confronter et d'asseoir les résultats obtenus à partir de données difficiles à obtenir et complexes à analyser.

c) Difficultés et biais méthodologiques

Un certain nombre de limites méthodologiques sont à noter.

Concernant l'enquête réalisée au Nigéria, la principale difficulté rencontrée par les chercheurs a été de maintenir, tout au long du travail, la distance critique nécessaire. Or, il s'est avéré parfois difficile, en particulier pour les chercheurs vivant à Benin City ou originaires de cette ville, de porter un regard neutre sur les phénomènes observés. Dans le contexte de Benin City et d'Edo State en général, l'économie politique de la traite, la puissance des croyances et la violence liée au *Cults* sont quotidiennes, omniprésentes et interviennent directement dans la vie des habitants.

Un autre élément perturbateur réside dans la proximité immédiate des chercheurs avec les acteurs de la traite lorsque des parents ou des amis sont eux-mêmes impliqués. Si certains ont pu rapidement s'en départir, d'autres ont eu plus de mal à le faire.

En outre, les chercheurs nigériens, membres de l'équipe, ont travaillé dans des conditions difficiles soumis aux risques que représente toute étude d'activités criminelles. Malgré cela, ils ont réalisé un important travail de collecte de données rares et précieuses, tout en formulant des questions de recherche permettant de renouveler l'analyse des phénomènes de traite au Nigéria.

Concernant l'enquête réalisée en France, la première difficulté rencontrée a été la langue employée lors des entretiens. Ils ont été réalisés en anglais voire en *Pidgin English*. Aussi, a-t-il fallu passer, dans certains cas, du pidgin à l'anglais, puis de l'anglais au français. Un certain nombre de malentendus ressortent clairement du guide d'entretien du fait notamment des différentes représentations culturelles et de l'usage des mots. Même si nous avons pu corriger un certain nombre de biais grâce à la phase de test ou durant les entretiens eux-mêmes, la barrière de la langue pour les victimes – qui s'expriment habituellement davantage en *Pidgin English*, *Edo* ou *Yoruba*, etc. – comme pour les enquêteurs – français et nigériens – n'en est pas moins importante.

D'autres limites méthodologiques concernent davantage la nature scientifique des données obtenues et l'ambiguïté intrinsèque qu'elles recèlent. Le *statut du matériau* tout comme la *valeur accordée aux discours collectés* attirent notre attention¹². Il s'agit d'informer le lecteur du contexte spécifique de la production et la collecte des données. Loin d'amenuiser leur valeur, tant ce contenu est précieux, il faut pointer que les entretiens ont été réalisés pour la grande majorité, auprès et par des victimes de traite des êtres humains pour lesquelles « la désinsertion du "milieu prostitutionnel" »¹³ – autrement dit le fait « d'avoir "*rompu tout lien avec les auteurs présumés des infractions*"¹⁴ (de proxénétisme et de traite) »¹⁵ – est parfois complexe. Aussi, concernant les entretiens réalisés par les médiatrices, ce positionnement,

¹² DEMAZIERE D., « À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés », *Langage et société*, 2007, vol. 3, n° 121-122, coll. « Langage et société », p. 85-100.

¹³ JAKSIC M., « Tu peux être prostituée et victime de la traite », *op. cit.*, p. 4.

¹⁴ Issu du Décret n°2007-1352 du 13 septembre 2007 relatif à l'admission au séjour, à la protection, à l'accueil et à l'hébergement des étrangers victimes de la traite des êtres humains et du proxénétisme et modifiant le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

¹⁵ JAKSIC M., « Tu peux être prostituée et victime de la traite », *op. cit.*, p. 4.

qu'il soit conscient ou non et si on peut le considérer comme tel, a pu impacter la manière dont les questions ont été posées ainsi que les réponses apportées. D'ailleurs, ces réponses ont pu également être conditionnées par une interconnaissance à la fois personnelle et mutuelle du contexte de la traite de la part de l'enquêté et de l'enquêteur : si ce cadre a pu engendrer un climat de confiance, il a pu également freiner le développement de certaines réponses soit parce que « l'autre » sait déjà, soit parce qu'au contraire, on ne veut pas qu'il sache.

Par ailleurs, tout élément faisant état de pratiques sociales et criminelles doit être entrevu dans un contexte et une société donnés. Il est à noter que les entretiens ont été effectués auprès de personnes arrivées en France de 2011 à 2017. Les conditions de la migration et de l'exploitation sont donc celles correspondant à cette période.